

Après l'immolation de leur ami, des étudiants manifestent contre la précarité étudiante

12 nov. 2019 Par [Faïza Zerouala](#)

- Mediapart.fr



Devant le Crous de Lyon. © FZ



Devant le Crous de Lyon © FZ

Un rassemblement s'est tenu ce mardi à Lyon pour lutter contre la précarité étudiante, à l'appel de Solidaires étudiant·e·s. Le 8 novembre, un élève de 22 ans, qui ne touchait plus de bourse, s'est immolé devant un bâtiment du Crous pour alerter sur sa situation financière critique.

Lyon (Rhône), envoyée spéciale.- Il y avait du monde pour soutenir A.* , l'étudiant qui s'est immolé par le feu vendredi 8 novembre pour dénoncer la précarité dans laquelle il était plongé. Les policiers ont dû dresser un cordon de sécurité, car plusieurs centaines de manifestants débordaient sur la route. Quelques yeux sont un peu rouges, mais les proches d'A. encaissent le coup, dans un mélange d'état de choc, de sidération mais aussi d'énergie pour transformer ce cri de désespoir en sursaut pour la jeunesse la plus fragilisée.

Réunis à l'appel de Solidaires étudiant·e·s de Lyon, ses amis ne comprennent toujours pas ce qu'il s'est passé. Certains n'arrivent pas à analyser la situation et préfèrent ne pas s'exprimer. A., 22 ans, est entouré et a beaucoup d'amis. Rien ne préfigurait un tel passage à l'acte.



Devant le Crous de Lyon. © FZ

« Aujourd’hui, je vais commettre l’irréparable », a écrit vendredi 8 novembre le jeune homme, à l’adresse de ses amis sur Facebook. Puis, A. s’est aspergé d’essence devant le Crous de la Madeleine, à Lyon, avant de s’immoler par le feu. Très gravement brûlé, il est toujours entre la vie et la mort ce 12 novembre.

Dans une lettre publiée sur Facebook, l’étudiant avait évoqué ses difficultés financières. Il confère – à l’instar de [Christine Renon](#), cette directrice d’école qui s’est suicidée en septembre dans son établissement – une tonalité politique à son geste. Il écrit : « *J’accuse Macron, Hollande, Sarkozy et l’UE de m’avoir tué, en créant des incertitudes sur l’avenir de tous·tes.* »

Il enjoint à ses camarades de poursuivre le combat militant : « *Luttons contre la montée du fascisme, qui ne fait que nous diviser, et du libéralisme, qui crée des inégalités. [...] Mon dernier souhait, c’est aussi que mes camarades continuent de lutter pour en finir définitivement avec tout ça* », plaide-t-il dans ce texte.

Quand ses amis ont découvert son message désespéré, ils ont contacté les pompiers. Certains se sont rendus sur place. A. a choisi un lieu symbolique pour en finir : le siège du Crous à Lyon, qui distribue les aides sociales aux étudiants. Peu après le rassemblement, les manifestants [ont investi](#) un restaurant universitaire lyonnais pour offrir un repas gratuit aux personnes présentes.

Un geste qui entre en résonance avec celui de [Mohamed Bouazizi](#), vendeur de légumes tunisien, à Sidi Bouzid, qui par son suicide a lancé la [révolution tunisienne](#) fin 2010. Trois ans, plus tard, à Nantes, [Djamel Chaar](#) mettait fin à ses jours, de manière identique, devant une agence Pôle emploi à Nantes. En 2012, [un homme privé de RSA](#) avait fait de même dans les locaux de la caisse d’allocations familiales à Mantes-la-Jolie (Yvelines).

Devant le Crous de la Madeleine, cinq jours après le drame, des graffitis reprennent des morceaux de la lettre du jeune homme, notamment « *450€/mois, est-ce suffisant pour vivre ?* ». Ce texte est lu *in extenso* lors du rassemblement. Plus tard, les participants scanderont : « *Vive la Sécu, vive le socialisme, vive l’autogestion !* », tel que l’a proclamé A. dans son post. Puis « *Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, cette société on n’en veut pas !* », a été chanté à pleins poumons.

L'incompréhension demeure. Pour sa part, Mathias, une camarade militante étudiante en urbanisme, ne comprend pas comment A. a pu en arriver à un tel degré de détresse et de dégoût. « *Il y a ce truc où on se dit que, tant que les gens ne sont pas seuls, le suicide ne peut arriver. On se dit qu'on lutte, qu'on exprime notre désaccord, on se soutient. On dit toujours aux camarades de se préserver et d'aller voir quelqu'un de compétent s'ils ont ces idées suicidaires. Même si la psy de l'université est débordée.* » L'université Lyon 2 a annoncé qu'une cellule d'écoute serait mise en place ce mardi 12 novembre sur le campus.

Simon Duteil, secrétaire national de Solidaires, n'en revient pas. Il ressent une « *tristesse profonde* ». Il explique aussi que lorsqu'on « *se structure autour de la lutte contre la précarité, on se sent protégé par le collectif* ». Bastien Pereira, enseignant de sociologie à Lyon 2 Louis-Lumière et militant de SUD Education, a beaucoup côtoyé l'étudiant. Sidéré, il apprécie de travailler avec un jeune homme doté d'une « *grande capacité de travail et de dialogue* ». Ce qui fait dire à l'enseignant qu'A. est « *précieux* ».

Des qualificatifs comme « *altruiste* », « *sociable* » ou « *généreux* » reviennent dans la bouche des participants au rassemblement. Ceux qui sont ses amis ou l'ont côtoyé racontent qu'il milite depuis ses 14 ans. Laëtitia, étudiante en master, entretenait depuis un an une relation amoureuse avec A. Elle confirme qu'il n'est pas du genre à s'appesantir sur ses propres tourments. L'année dernière, raconte-t-elle, elle et son compagnon ont hébergé des étudiants sans domicile par exemple.

D'ordinaire, encore, les étudiant·e·s se confiaient à lui sur la précarité qui les touche, espérant de l'aide. Secrétaire fédéral de Solidaires étudiant·e·s, il a recruté plusieurs élèves dans l'organisation. Beaucoup se sont ouverts au militantisme grâce à lui, selon les récits recueillis.

Il s'est aussi investi sans compter, racontent ses camarades, pour lutter contre la mise en place de [Parcoursup](#) ou contre [la hausse](#) des frais d'inscription pour les étudiants étrangers. Il s'est aussi battu pour améliorer les conditions de vie de ceux qui sont logés dans les quelques résidences jugées insalubres gérées par le Crous. [L'une d'elles](#) a par exemple été infestée de punaises de lit. A. a haussé la voix pour que l'administration intervienne. « *Il pense au militantisme nuit et jour* », raconte encore sa petite amie.

Puis, la précarité l'a gagné à son tour. Il n'avait plus de logement étudiant. Il était obligé de partager son temps entre le domicile de ses parents à Saint-Étienne et celui de sa copine à Lyon. « *Ses parents font ce qu'ils peuvent* », rapporte un ami pudiquement.

Constraint de solliciter une aide d'urgence, elle lui a été refusée. En effet, élève en licence 1 en sciences politiques à l'université de Lyon 2, A. ne percevait plus de bourse car il avait épuisé ses droits en triplant sa licence. Quand bien même, comment vivre décemment avec 450 euros par mois ? La présidence de l'université Lyon 2 a indiqué à [l'AFP](#) que ses services n'avaient jamais été alertés sur les difficultés qu'il rencontrait.

Originaire de Saint-Étienne, où il avait monté une section locale de Solidaires étudiant·e·s, il parlait peu de sa vie, de son histoire et de sa famille. Mathias explique ne pas avoir eu vent de sa situation personnelle. « *On discute de politique surtout. Mais la précarité, c'était un sujet important. Les étudiants qui n'avaient pas de réponse de l'administration pour leurs problèmes de bourse ou de logement venaient nous voir* », explique-t-elle. Cette souffrance, cette incertitude, A. les absorbait mais ne voulait pas faire part de sa situation de « *grande précarité* » à tout le monde.

Jean-Baptiste est un ami d'A., militant à Solidaires également, qui étudie en licence 2 en sciences politiques. À lui, A. avait évoqué sa situation financière difficile, « *même s'il ne parle pas beaucoup de lui* ». Il lui a par exemple confié chercher un travail. Il est sous le choc du geste de son ami. « *Il ne voulait pas faire ça que pour lui. Il n'est pas égoïste. Il a voulu parler de la précarité des autres, que d'autres se reconnaissent. Il veut pointer un réel souci dans la société française.* » Laeticia, une jeune femme venue témoigner son soutien et son indignation, explique qu'A., qu'elle connaissait grâce au militantisme, « *a su transformer son désespoir en arme politique. À nous de nous en saisir !* » À travers la France, plusieurs rassemblements se sont tenus. À l'université de Lille 2, une conférence de François Hollande a été annulée et [un amphithéâtre occupé](#). À Toulouse, un bâtiment du Crous a été envahi.

« C'est un symbole de la précarité étudiante mais pas un martyr »

Depuis ce drame, Jean-Baptiste ressent du « dégoût et de la rage ». L'étudiant développe : « *On n'est pas que des chiffres, les gens travaillent pour survivre, sinon ils sont broyés par le système. On touche à cinq euros d'APL ou on dévalorise un taux de telle pension et ce sont des êtres vivants qui en souffrent et galèrent tous les jours. J'ai la rage envers les institutions qui broient des gens.* »

Dans [un communiqué](#), Solidaires étudiant·e·s écrit : « *Nous n'avons pas suffisamment de mots pour crier notre douleur et notre tristesse. Notre dégoût, aussi, à l'égard de ces institutions qui l'ont poussé à l'irréparable.* » Un geste « *profondément politique mais aussi et surtout un geste de lutte contre un système fascisant et raciste qui broie* ». Cette accusation est celle qui sert de fil conducteur au dernier récit de l'écrivain [Édouard Louis](#), *Qui a tué mon père*, publié l'année dernière aux éditions du Seuil.

Ses camarades insistent. « *C'est un symbole de la précarité étudiante mais pas un martyr.* » Jean-Baptiste et A. ont souvent tenu les tables de l'organisation à l'université, cet été. Les élèves venaient leur raconter qu'ils ont peur de perdre leur bourse, d'autres n'en touchent pas à cause des revenus trop élevés de leurs parents, parents auxquels ils ne parlent plus parfois et qui ne financent pas leurs études. Le problème de logement, dans le parc privé, car les résidences étudiantes sont saturées, reste prégnant. « *La bourse la plus élevée est de 450 euros. Pour avoir un logement pas trop mal*, estime Jean-Baptiste, *il faut mettre au moins 350 euros. Même avec les aides, les APL, c'est impossible de vivre avec ça. C'est survivre. Boire un verre avec des amis, c'est compliqué pour certains.* »

Mathias confirme : « *On est à un âge social de la vie où on essaie de prendre une place. Mais ce n'est pas évident. Le coût de la vie est de plus en plus élevé. Plein d'étudiants bossent comme livreurs chez Uber Eats ou McDo. Ça ne va plus.* »

Bastien Pereira ne s'attendait pas à ce que le jeune homme soit acculé au point de commettre ce geste lourd de sens. « *Ils sont, surtout ceux issus des milieux populaires, dans une précarité inouïe.* » Ces difficultés, les enseignants ne peuvent les ignorer. « *Ce sont ces étudiants qui négocient sans cesse du temps. Ils arrivent en retard, ils doivent partir plus tôt car ils sont obligés de prendre un petit boulot à côté. Un petit boulot qui se mue bien souvent en activité principale.* »

Il ne décolère pas « *face aux pouvoirs publics qui prennent à la légère la précarité étudiante* ». Il estime aussi qu'il ne faut pas râver cette histoire au simple rang de fait divers mais y voir « *une manifestation extrême et radicale d'un problème politique et social* ».

Dans la foule, Charlotte, étudiante en urbanisme et militante à Solidaires, déplore que les élèves de classes populaires ne puissent pas poursuivre leurs études dans de bonnes conditions. « *Cela s'aggrave pour eux. Il y a de plus en plus de mécanismes de sélection comme Parcoursup, mais aussi avant le master et pendant. Et, financièrement, on ne les aide pas non plus à s'investir pleinement dans leurs études.* »

De son côté, Murielle Guilbert, secrétaire nationale de Solidaires, explique qu'elle ressent à la fois « *un choc et un non-étonnement* », tant son syndicat se bat contre cette précarité et ses conséquences, terribles ici. « *A. pointe ces responsables politiques qui le privent d'avenir. Un suicide, c'est toujours complexe, mais là on fait face à une absence d'avenir que les politiques néolibérales provoquent. Il est dans un no future, pas au sens nihiliste mais militant, car il cerne les responsables de son drame.* »

[Les chiffres](#) de la précarité étudiante existent. [L'Unef](#) a dressé un état des lieux cette année dans son étude annuelle et décrit une augmentation de la pauvreté. [L'Observatoire de la vie étudiante \(OVE\)](#) relève qu'un étudiant sur deux a dû se restreindre au moins une fois depuis le début de l'année pour des raisons financières. 30 % déclarent avoir déjà été à découvert et un quart a déjà demandé de l'argent à un membre de sa famille. Dans [un communiqué](#), la Fage, première organisation étudiante de France, explique que 20 % des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté, et un tiers d'entre eux ont une activité rémunérée pour subvenir à leurs besoins. Sur Twitter, de nombreux étudiants ont également témoigné sur le sujet grâce au mot-dièse [#LaPrécaritéTue](#).

Parmi les manifestants, Mathis brandit une large pancarte aux lettres violettes « *Précarité étudiante, précarité étouffante* ». L'étudiant en master développement en inégalités et discriminations est venu pour apporter son soutien à celui qu'il ne connaissait pas directement. Il participe car le « *sujet le touche* ».

Lui-même boursier échelon 5, qui perçoit à ce titre 450 euros, dit se reconnaître dans les difficultés connues par A. Mathis vit en cité universitaire dans une chambre de 9 m² qui « fait l'affaire ». Mais cela ne suffit pas à couvrir ses besoins. Il s'offre une légère respiration en faisant du baby-sitting, ce qui lui rapporte environ 200 euros. Malgré tout, il fait attention à acheter les premiers prix quand il fait ses courses et s'accorde bien peu d'extras. Il ne voyage pas. Il s'autorise quelques verres avec ses camarades de promo « la sociabilisation de base ». Même l'indispensable est réfléchi. Il devrait réaliser des soins dentaires coûteux. Il diffère autant que possible, car il n'a pas les moyens de se faire poser cette couronne.

Son organisation milite en faveur d'un salaire pour les étudiants, pour leur éviter de se préoccuper de leurs conditions matérielles, ou au moins d'une augmentation des bourses en montant et en nombre. Laëtitia, sa copine, développe : « *Ce n'est pas la faute de la personne qui lui a refusé cette aide d'urgence mais du manque de bourses, d'argent, d'aides. Il faut plus d'assistantes sociales dans les universités par exemple.* » Elle explique que toutes les démarches administratives sont complexes. Les étudiants en rupture familiale doivent réussir à le prouver, ce qui n'est pas aisé.

Dans l'appel au rassemblement, Solidaires étudiant·e·s de Lyon détaillait : « *Cet acte désespéré et surtout politique alerte sur ces conditions précaires d'étudiants sans bourse, redoublant, dans un système universitaire de plus en plus concurrentiel. De nombreux/-ses étudiant·e·s se retrouvent dans des conditions intenables, manque de bourses, ou montants pas assez élevés, logements Crous insalubres et insuffisants, les villes étudiantes ayant souvent des loyers exorbitants, sélection en permanence, créant des situations de stress, de surmenage, alors que la moitié d'entre nous doivent cumuler avec un travail salarié.* »

De son côté, Jean-Baptiste, l'ami d'A., craint que les dernières réformes, dévastatrices, de l'assurance-chômage ou des retraites confinent un peu plus de personnes dans le dénuement.

Lors du rassemblement lyonnais, la ministre de l'enseignement supérieur est directement mise en cause pour sa politique de « *privatisation* ». Les organisations exigent une prise de parole publique de Frédérique Vidal. Sur place, samedi 9 novembre, celle-ci a fait part « *de sa profonde émotion face à l'acte dramatique* » du jeune homme. Mais elle n'a fait aucune communication officielle. Le secrétaire d'État à la jeunesse Gabriel Attal a expliqué pour sa part, lors des questions au gouvernement, qu'il ne s'agit pas d'un « *acte politique* ». Il a ajouté : « *La responsabilité, ça n'est pas d'attiser ces braises-là et de donner le sentiment à des jeunes que ça peut être une solution !* »

Le syndicat Solidaires a appelé toutes les organisations à se réunir pour décider de la suite. Une enseignante en sciences de l'éducation à Lyon 2 regrette que le système social et politique se décompose. Elle voit au quotidien ses étudiants se débattre pour vivre décemment et saisit encore plus l'urgence. Mais elle n'attend rien du pouvoir politique : « *Les incendiaires ne peuvent pas être les pompiers.* »

Prolonger

Boîte Noire

*À la demande de la famille, nous ne divulguons pas le prénom complet du jeune homme qui s'est immolé par le feu.

URL source: <https://www.mediapart.fr/journal/france/121119/apres-l-immolation-de-leur-ami-des-etudiants-manifestent-contre-la-precarite-etudiante>